

**ECONOMIE**

Taux d'accès au crédit dans l'Uemoa

La Bceao, entre maintien de la parité et financement de l'économie

La Banque centrale des Etats d'Afrique de l'ouest (Bceao) a rendu public... **PAGE 5**

ETRANGER

Ghana

Un référendum pour acter la création de nouvelles régions au Ghana

La Commission électorale du Ghana a publié le mercredi 22 août 2018, une feuille de route pour la tenue prochaine d'un référendum devant... **PAGE 4**

Course « Hippique la Marina »

Les courses de chevaux sur la plage de Lomé

La plage « Marina » de Lomé a servi de décor pour la première édition de la « Course Hippique la Marina », qui s'est... **PAGE 11**

Législatives du 20 décembre

La bataille s'annonce rude dans la préfecture de l'Avé

Sauf changement de dernière minute, les élections législatives se tiendront le 20 décembre prochain. Même si aucune candidature ne s'est officiellement déclarée, on note pour le moment des précampagnes dans plusieurs localités dont la ... **PAGE 3**



Produits pétroliers à la pompe

Le Togo touché à son tour par la hausse internationale des prix du baril

Après la Guinée, le Ghana et bien d'autres pays de la sous région, c'est au tour du Togo d'appliquer légèrement la hausse sur les prix des produits pétroliers à la pompe. **PAGE 3**

ECLAIRAGE

D'importantes pertes, malgré « l'augmentation » des prix des produits pétroliers

Sans vouloir prononcer clairement le mot « augmentation », Bernadette Legzim-Balouki, la ministre en charge du Commerce et de la promotion et du secteur privé, avec qui la Rédaction de Togomatin a échangé hier à la suite du communiqué conjoint de son ministère et des ministères en charge, de l'Economie et des Finances ainsi que celui des Mines et de l'Energie, a bien voulu expliqué plutôt, un nouvel ajustement des prix des produits pétroliers à la pompe dans le pays. La raison principale qui... **PAGE 3**

Education

Voici les progrès réalisés par le Togo dans le domaine éducatif de 2013 à 2017



PAGE 3

	SOMMAIRE	Côte d'Ivoire / Elections locales Bédié publie la liste des candidats PDCI 	45ième anniversaire de la BOAD Un concours régional de photographie lancé 	Littérature « Afrorismos », un recueil de poème signé Lara Ripoll 	Usage du Glyphosate La polémique se poursuit au niveau international 	Course « Hippique la Marina » Les courses de chevaux sur la plage de Lomé 
		P 4	P 5	P 9	P 10	P 11

Produits pétroliers

Le Togo touché à son tour par la hausse internationale des prix du baril

Après la Guinée, le Ghana et bien d'autres pays de la sous région, c'est au tour du Togo d'appliquer légèrement la hausse sur les prix des produits pétroliers à la pompe.

Dans un communiqué lu hier lundi au cours du journal de 20 heures, sur la Télévision Togolaise (TVT), le gouvernement togolais à travers le ministère du Commerce et celui de l'Énergie a annoncé la hausse des produits pétroliers à la pompe à partir de ce

mardi 28 août 2018.

Selon le communiqué, le super sans plomb coûtera désormais 548 F CFA, le gasoil passe désormais à 550 F CFA, le pétrole lampant coûte désormais 490 F CFA et le mélange 646 F CFA.



Un pompiste dans une station service à Lomé 2

La hausse des produits pétroliers au Togo est le résultat de la hausse enregistrée sur le prix du baril au niveau international. C'est en tout cas ce qu'a fait comprendre

le ministre du Commerce et de la promotion du secteur privé, Bernadette Legzime Balouki joint par la rédaction de Togomatin.

La rédaction

TABLEAU COMPARATIF DES PRIX A LA POMPE DES PRODUITS PETROLIERS POUR LE MOIS D'AOÛT 2018

PAYS	SUPER	GASOIL	PETROLE
BENIN	575	580	590
GHANA	587	592	533
COTE D'IVOIRE	610	610	

Tchaoudjo

Concertation sur la problématique de l'eau

Le ministère de l'eau et de l'Hydraulique villageoise a organisé le vendredi 17 août 2018 à Sokodé, une rencontre de concertation avec les acteurs publics et privés du secteur de la région centrale sur la problématique de l'eau.

Cette rencontre vise à contribuer à l'accès durable et équitable de la population aux services d'alimentation en eau potable et à la gestion durable des ressources en eau.

A travers ce dialogue sectoriel avec les acteurs de l'eau, le ministère en charge de l'Eau entend relever les défis liés, entre autres, à l'épuisement des ressources en eau et à la dégradation des ressources en eau qui engendrent de différentes formes de pollution.

Ogou / Protection sociale

Les travailleurs domestiques sensibilisés

Une trentaine de travailleurs domestiques âgés de moins de 35 ans issus des organisations membres de la Plateforme des Organisations de Défense des Droits des Employés Domestiques (PODDED) de la région des Plateaux ont pris part les 11 au 12 août à Atakpamé à une formation sur la protection sociale. L'objectif est de renforcer les connaissances des travailleurs domestiques sur la protection sociale et le droit à la protection sociale. Il s'agit de les renseigner sur le contenu et les principes de la protection sociale, de leurs droits et devoirs puis de leur montrer l'importance de la protection sociale dans leur vie professionnelle et sociale.



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
 Edité par DIRECT MEDIA RCCM
 N° TG_LOM 2015 B 1045
 BP : 30117 Lomé - Togo
 Tél : (+228) 22 25 02 23 /
 90 15 39 77 / 97 87 12 42
 Facebook: togomatin
 E-mail : atogomatin@gmail.com
 Site web: www.togomatin.tg
 Tw: @togomatin1
 Mson de la Presse: Casier N° 53
 Siège
 Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
 Motchosso Kodolakina
 Secrétaire de rédaction :
 Rachidou Zakari
 Responsable web:
 Carlos Amevor
 Comité de rédaction:
 Françoise Dasilva
 Freda Sefiamor
 Alexandre Wémima

Edem Dadzie
 Essoyodou Awih
 Edodji Nadia
 Responsable administrative:
 Gloria Léma Yagla
 Service commercial:
 DIRECT AGENCE
 Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
 Eros Dagoudi
 Imprimerie: Direct Print
 Distribution : Togo Express
 Tirage : (2000 exemplaires)

ECLAIRAGE

... commande - admettons-le en tout état de cause - cette augmentation des prix est la hausse du prix du baril à l'international a indiqué la titulaire du Ministère du Commerce, soulignant que même avec cette augmentation, l'Etat sera à 9,8 milliards de subvention pour avoir les prix actuels. Selon les explications de la Ministre, au regard de la barre actuelle de l'augmentation du prix du baril, les finances publiques devraient être à 11 milliards de pertes, si il n'y avait

pas augmentation. Pour le compte de l'année 2018 en cours, le Togo avait prévu 5 milliards de subvention. Mais, comme les fluctuations des prix sur les marchés internationaux n'avertissant guère, nous voilà surpris par les événements.

Il faut avouer que depuis 18 mois, le Togo n'a pas augmenté les prix des produits pétroliers. Or le prix du baril connaît tout le temps des envolées.

D'ailleurs, selon la Ministre Balouki, la Banque mondiale a écrit au Ministère de l'Economie et des Finances

pour comprendre pourquoi depuis le Togo n'augmente pas les prix depuis tant de mois.

Mais, la ministre se veut rassurante. Compte tenu de la situation difficile dans laquelle vivent les populations, la ministre a fait comprendre que selon un décret, quand l'augmentation ne dépasse pas 50frnacs Cfa, cela ne doit pas agir sur les prix à la consommation. Toutefois des questions demeurent, malgré ces efforts du gouvernement : Si tant notre pays fait des prévisions à partir

desquelles, il sait jusqu'à quelle hauteur elle peut subventionner des produits pétroliers, pourquoi ne fait-il pas des commandes pour une longue période pour faire face à ces envolées de prix sur le marché international ? L'autre question reste celle de la pédagogie qui permet au gouvernement de préparer les esprits, de préparer l'opinion en amont de l'annonce des augmentations de prix de produits pétroliers. De l'avis de bien de Togolais, l'augmentation de ces prix a de tout temps cueilli à froid les consommateurs, ce qui

a donné lieu parfois à des soulèvements au lendemain de ces augmentations. il s'avère indispensable d'associer des Associations de Consommateurs, des responsables syndicaux et autres associations de la Société civile à ce travail qu'il serait indiqué de faire au préalable, afin de mieux faire passer la pilule que demeure, que ce soit « l'augmentation » ou « l'ajustement », des prix des produits pétroliers. Et cela ne dérangerait en rien la paix sociale, bien au contraire, elle la renforcerait!

Dieudonné Korolakina

Education

Voici les progrès réalisés par le Togo dans le domaine éducatif de 2013 à 2017

En matière d'éducation et de formation, le gouvernement œuvre au développement des divers cycles de l'enseignement et de l'éducation. Il travaille également à lier ceux-ci à un enseignement supérieur de qualité, orienté vers le marché de l'emploi, tout en favorisant l'accès à l'enseignement technique et à la formation professionnelle de façon à atteindre l'objectif de croissance accélérée à travers la recherche-développement.

Revue des performances du secteur de l'éducation de 2013 à 2017 :

moyen de redoublement au primaire, il est passé de 18,5% à 7,6%.

Une embellie pour le préscolaire et le primaire

En matière de développement de l'encadrement de la petite enfance, le taux de scolarisation du préscolaire des 4-5 ans a progressé, passant de 15,8% à 37,2% de 2013 à 2017. Le taux net de scolarisation au primaire a connu pour sa part une augmentation, passant de 86,5 à 93,8%. Quant au taux

Une avancée significative pour les cycles d'enseignement secondaire

Dans le cadre de l'amélioration de l'accès et de la rétention dans le premier cycle de l'enseignement secondaire général, le taux d'achèvement du CEG a connu un progrès passant de 37 à 50% et le taux moyen de redoublement, de 21,8% à 22,3%.



Animation d'une cour d'école

Concernant l'enseignement technique et la promotion de la formation professionnelle, le nombre d'apprenants pour 100 000 habitants est passé de 572 à 578 pour une cible attendue de 585. Le pourcentage des effectifs, dans les établissements publics et privés, passe de 7,2% à 6,2%.

Un progrès sensible quant à l'enseignement universitaire

Pour ce qui est de l'accès, de l'équité et de la qualité dans l'enseignement supérieur, le nombre d'étudiants pour 100 000 habitants dans les Universités Publiques du Togo (UPT) est passé de 868 à 920, pour une cible de référence

de 1225. Les étudiants des filières scientifiques passent de 9,90% à 10,16%. Enfin, s'agissant des étudiants inscrits dans les filières technologiques, leur proportion est passée de 6,10% à 6,11%.

republiquetogolaise.com

Législatives du 20 décembre

La bataille s'annonce rude dans la préfecture de l'Avé

Sauf changement de dernière minute, les élections législatives se tiendront le 20 décembre prochain. Même si aucune candidature ne s'est officiellement déclarée, on note pour le moment des précampagnes dans plusieurs localités dont la préfecture de l'Avé, située à 20 minutes seulement de Lomé. Des précampagnes même dans le camp des membres de la Coalition des 14.

Il y a quelques semaines se tenait à Kévé, chef-lieu de la préfecture de l'Avé, un gala de football organisé par le conseiller du président de la République togolaise, Maître Pacôme Adjourouvi, natif du milieu. Au cours de ce gala que notre confrère Togo Réveil a qualifié de « précampagne », divers prix dont des motos ont été remis aux jeunes venus de plusieurs cantons de l'Avé qui exercent le métier de taxi-moto. Selon notre

confrère, la probabilité que Maître Pacôme Adjourouvi soit candidat aux prochaines législatives est forte. « Parmi ces prix, une enveloppe financière offerte à chaque équipe par le ministre Bawara qui n'a pas manqué de saluer l'initiative de son ami et frère Me Adjourouvi dont la candidature aux législatives annoncées le 20 décembre prochain ne fait aucun doute », écrit notre confrère.

L'autre candidature probable,

toujours dans l'Avé, est celle du jeune homme d'affaires Délali Zognrah, rentré au Togo après avoir passé plusieurs années aux États-Unis. Le jeune homme d'affaires ayant à son actif plusieurs diplômes dont un en sciences politiques, est très connu dans la préfecture de l'Avé, notamment à Assahoun où il ne cesse de multiplier des actions depuis plusieurs mois. Jeudi dernier, M. Zognrah a tenu une réunion

avec les membres d'une ONG qu'il dirige. Au cours de cette réunion, sa candidature aux prochaines élections législatives a été évoquée. « On ne sait même pas encore si les élections législatives auront lieu le 20 décembre comme le demande la feuille de route de la Cedeao. Notre objectif est de travailler pour le développement de l'Avé. Pour le moment nous le faisons bien. Mais si devenir député dans l'Avé nous permettra de bien servir notre préfecture, nous aviserons le moment venu. Pour le moment, ce n'est pas mon objectif », avait déclaré Délali

Zognrah sur la radio pyramide Fm la semaine dernière.

La préfecture de l'Avé intéresserait également le président du parti Les Démocrates, Nicodème Habia, qui a d'ailleurs été député de la localité, il y a plusieurs années. Auréolé par les marches de la C14 dont il fait partie, ce dernier, selon nos informations a encore des visées sur la préfecture. Il y rencontre depuis quelques semaines des chefs et des groupes de jeunes de la localité, probablement dans le cadre des prochaines élections législatives.

R. Zakari

Guinée Equatoriale Pour voyager les députés devront avoir l'autorisation du fils du président Obiang

Depuis le vote entériné en session extraordinaire par le parlement de la Guinée équatoriale, tous les députés et sénateurs devront désormais déposer une demande d'autorisation pour tout voyage à l'étranger. Une autorisation délivrée par la vice-présidence à la tête de laquelle on retrouve Teodoro Obiang Nguema Mangué, le fils du président. Une tutelle d'assurance pour le régime Obiang, après le coup d'Etat déjoué dans la nuit du 27 au 28 décembre 2017.

C'est désormais la signature la plus prisée de cet émirat pétrolier d'Afrique centrale. La signature de Teodoro Obiang Mangué, premier vice-président de Guinée équatoriale, doit être apposée au bas de chaque

autorisation de sortie du territoire national pour tous les parlementaires désirant se rendre à l'étranger.

« Toutes les autorisations de déplacement signées en faveur des membres du gouvernement, hauts fonctionnaires et

fonctionnaires en général qui n'ont pas encore été utilisées doivent être retournées pour confirmation par la vice-présidence », indique une note en date du 13 juin 2018 émise par la vice-présidence à l'attention de tout ce

que la Guinée équatoriale compte de ministères, commissariats, aéroports et ports. C'est donc cette mesure appliquée aux ministres et haut commis de l'Etat qui vient d'être étendue aux parlementaires.

Justifiée au nom de l'« intérêt national », la nouvelle législation dispose que tout député ou sénateur qui souhaite se rendre à l'étranger doit d'abord saisir par courrier écrit Gaudencio Mohaba Mesu, le président de l'Assemblée nationale, ou Maria Teresa Efua Asangono, la présidente du Sénat. La demande est ensuite transmise au Bureau de la vice-présidence dirigé par

Teodoro Obiang Nguema Mangué, dont la signature est la seule qui a valeur d'approbation finale.

Pour les analystes, en soumettant les hauts fonctionnaires, les diplomates et les parlementaires à un régime assidu de leurs voyages, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo tient une grille de lecture fidèle de tous leurs déplacements à l'étranger. Une précaution pour se prémunir sans doute de la « main étrangère » qui avait plané sur le coup d'Etat que le régime annonce avoir déjoué fin décembre.

T.M. et La Tribune Afrique

Ghana Un référendum pour acter la création de nouvelles régions au Ghana

La Commission électorale du Ghana a publié le mercredi 22 août 2018, une feuille de route pour la tenue prochaine d'un référendum devant aboutir à la création ou non de nouvelles régions administratives dans le pays. La date a été fixée sur le 27 décembre 2018.



Présidente de la Commission électorale du Ghana

L'annonce a été faite lors d'une réunion du comité consultatif interpartis (IPAC). Ainsi, la commission électorale aura environ deux

semaines pour organiser la révision des listes électorales et afficher les listes des candidats inscrits pour les zones concernées.

Selon le directeur de la communication de la CE, l'enregistrement partiel des électeurs dans les 45 districts des 6 zones se fera en ligne. La CE a noté que les modalités du référendum seront bientôt finalisées et publiées et qu'une disposition juridique sera présentée au parlement à la reprise des travaux.

Mais le National Democratic Congress (NDC), principal parti de l'opposition ghanéenne, critique cette décision qu'il juge « unilatérale » du comité consultatif interpartis. Pour Johnson Asiedu Nketia, le secrétaire général du NDC, le comité consultatif n'a pas envoyé l'invitation dans les délais pour permettre au parti d'assister à la réunion et faire ses observations.

T.M.

Côte d'Ivoire / Elections locales Bédié publie la liste des candidats PDCI

Le PDCI fera cavalier seul pour les prochaines consultations électorales en Côte d'Ivoire. Du moins, pour les prochaines locales d'octobre 2018, le parti de l'ancien président de la République ivoirienne vient de publier une liste des candidats qui porteront la bannière du parti PDCI-RDA en octobre prochain.



Henry Konan Bedié

On note d'emblée, l'absence des anciens poids lourds du parti et qui ont désormais fait une sorte d'allégeance au président Ouattara en

optant pour le parti unifié RHDP.

Pour arriver à sortir cette liste, le président du PDCI-RDA avait entrepris des consultations. Une liste

actualisée, qui ne contient rien que les inconditionnels du PDCI. 126 candidats pour les municipales, et 21 pour les régionales.

Il y a quelques jours, le secrétaire général du RDCI-RDA, Maurice Kakou Guikahue désavouait, après une réunion convoquée le mercredi 22 août 2018 dernier à la résidence d'Henri Konan Bédié l'information faisant état de la publication d'une liste. La liste est consultable aujourd'hui dans le journal officiel du parti.

T.M.

Burkina-Faso / Réforme constitutionnelle

Le référendum fixé au 24 mars 2019 par la Céni

C'est par un tweet que la Commission électorale nationale indépendante burkinabé a annoncé la date retenue pour l'adoption du projet de réforme constitutionnelle. En attendant que cette date soit confirmée en Conseil des ministres, l'institution chargée d'organiser les élections au Burkina-Faso entend démarrer les opérations de révision des listes électorales.



Une urne

Le président de la République burkinabé espérait pouvoir recueillir le consensus des parlementaires sur le document de projet de réforme constitutionnelle, à travers les consultations qu'il avait entamées depuis plusieurs mois.

Mais face au refus de l'opposition d'accorder son quitus au projet, la seule option disponible reste le référendum.

La date du 24 mars 2019 devra être confirmée par le conseil des ministres par un décret. Et c'est à partir de ce moment-là que la Céni procédera à

une révision du fichier électoral. Tous les Burkinabè en âge de voter et qui ne figurent pas sur le fichier pourront alors s'inscrire avec leur carte nationale d'identité ou leur passeport, comme prévu dans le nouveau code électoral.

Il faut rappeler que le projet de réforme met fin à la longévité des présidents au pouvoir, en le ramenant à deux mandats de 5 ans chacun. Il consacre le droit à la désobéissance civile, l'accès à l'eau potable et à un logement décent.

T.M.

45ième anniversaire de la BOAD

Un concours régional de photographie lancé

La Banque ouest africaine de développement (BOAD) dans le cadre de la célébration de ses 45ans d'existence, a initié un concours dénommé « empreinte BOAD». Cette initiative vise à primer le meilleur photographe de l'Uemoa.

La Banque de financement du développement des pays membres de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) fêtera en novembre prochain, son quarante-cinquième anniversaire. Dans le cadre de la célébration de cet anniversaire, un chronogramme d'activités est élaboré pour être déroulé à Lomé, la capitale abritant le siège de l'institution bancaire.

Au rang de ces activités, les responsables de la BOAD ont lancé un concours régional de photographie. Le concours a pris effet depuis hier lundi et est ouvert aux photographes professionnels ou amateurs

des huit pays membres de l'espace communautaire ouest africain. Le concours « empreinte BOAD » consiste en effet, pour le participant, à communiquer via l'art photographique, sur les réalisations et projets financés par la banque dans ses pays membres. Démarré hier, la date de clôture du concours est programmée pour le 5 octobre prochain. Au terme, ce sont 45 photographes qui seront retenus pour, à la clé, décrocher un jackpot de 100 mille francs CFA chacun. A la suite d'une exposition, le 15 novembre prochain des diverses œuvres dans l'enceinte de l'hôtel du 2 février, neuf autres prix seront décernés aux représentants des huit



Affiche, concours BOAD

pays de l'Uemoa sur vote et le plus gros lot dénommé « empreinte BOAD 2018 » dont le récipiendaire sera désigné par le jury. Selon les informations

du site d'informations Financialafrik, le prix pays est constitué d'une enveloppe d'un million FCFA et sera décerné à chaque lauréat par le chef de la

mission résidente de la BOAD du pays à l'exception du Togo dont le prix sera remis par le directeur de la Communication, du Marketing, des relations publiques et du savoir. Le grand prix « empreinte BOAD 2018 » est une enveloppe d'un montant de cinq millions FCFA et sera décerné à l'occasion du forum de novembre prochain.

Au Togo, la Banque ouest africaine de développement soutient le gouvernement dans l'opérationnalisation des projets de promotion de l'agriculture avec notamment un financement de 10 milliards de francs CFA pour la transformation agroalimentaire dans la région de la Kara décaissé en juin dernier.

Prosper Awih

Taux d'accès au crédit dans l'Uemoa

La Bceao, entre maintien de la parité et financement de l'économie

La Banque centrale des Etats d'Afrique de l'ouest (Bceao) a rendu public il y a quelques jours, un rapport dans lequel elle note une hausse significative des prestations des banques commerciales de l'Union économique et monétaire d'Afrique de l'ouest (Uemoa) en faveur des entreprises privées.

La Banque centrale des Etats de l'Uemoa a rendu public il y a une semaine, un rapport sur l'accès des entreprises privées au financement des banques commerciales. Selon la note de la Bceao, 60 entreprises sur cent ont eu accès à des financements en 2017. Ce chiffre pourrait illustrer une « aubaine » ainsi qu'une démocratisation des produits issus du marché financier en faveur des populations ouest africaines. La Bceao mentionne par ailleurs qu'au-delà des entreprises formelles, les 15.1 % des bénéficiaires de crédits bancaires sont des particuliers contre un aux de 11.9% pour les entreprises individuelles. En dépit de cette embellie révélée par les statistiques, les opérateurs économiques investissant dans le secteur privé sont-ils aussi soutenus par les

établissements privés de l'Uemoa ? Entre les difficultés d'accès au financement bancaire, disponibilité de ces financements et les taux de loyer de l'argent, le chemin est encore épineux pour les entreprises privées opérant au sein de l'espace communautaire. En faisant un parallèle avec les données diffusées par la banque centrale sur la demande et l'offre de crédit en 2017, il est noté une nette amélioration de plus de 19 points de pourcentage aux entreprises individuelles et 3.5% en faveur des entreprises privées du secteur moderne.

Un financement déficitaire

De fait, la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest s'active depuis près de trois ans à améliorer le taux d'accès des populations au crédit à travers la mise sur pied d'initiatives

au rang desquelles les Bureaux d'informations sur le crédit qui devront recueillir et étudier les données des demandeurs de crédit. Le but est, selon la Bceao de limiter l'accès au financement des « mauvais clients » en vue de limiter le risque du portefeuille des banques commerciales.

Mais pour autant, « le poids des crédits dont l'échéance est inférieure ou égale à deux ans est passé de 73.6% en 2016 à 74.9% en 2017 », renseigne la dernière publication de la Bceao. En orientant singulièrement leur financement aux projets de court terme, les banques commerciales font le choix de soutenir une croissance conjoncturelle en laissant en berne, la mise en œuvre de grands projets de développement à savoir l'investissement dans les infrastructures, le secteur des industries etc.

L'orientation des banques



Michel Tenou, Directeur national Bceao

est en fait motivée ou contrainte par le modèle défini par les autorités monétaires de la Bceao qui est indexée de n'avoir « pour obsession que le maintien de la parité fixe avec l'Euro (la monnaie mère du franc CFA) ». La situation contraint par ailleurs, les chefs d'Etat des pays de l'Union à se tourner vers les institutions internationales.

Au-delà du déficit d'accompagnement des banques de l'Uemoa au secteur privé et public, il est à noter les taux d'intérêt réels appliqués par ces dernières. Plus de 10% et même 20%, est le coût des emprunts au sein de l'Uemoa contrairement à la France où il est de 1% seulement avec des conditions d'emprunt plus souples.

Prosper Awih

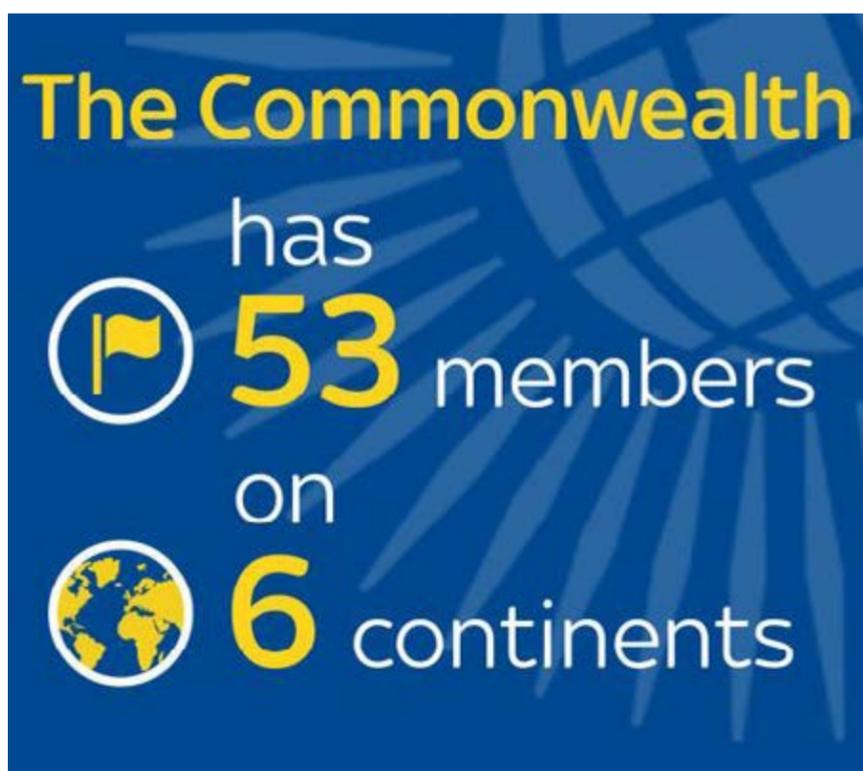


Commonwealth

Projet d'adhésion du Togo, processus et enjeux

Soucieux de son développement et de son insertion dans le concert d'autres nations, le Togo ambitionne depuis quatre ans d'adhérer au Commonwealth, une organisation anglophone dans le monde. Avec l'ambition ainsi affichée, on peut se demander ce que cherche le Togo dans sa quête d'adhésion au Commonwealth, l'organisation qui regroupe les anciennes colonies anglophones ? TogoMatin vous propose de prendre connaissance avec le Commonwealth, le projet d'adhésion du Togo à la communauté, les atouts dont le pays dispose pour être intégré et les enjeux visés.

Qu'est-ce que le Commonwealth ?



Precision sur les Etats du commonwealth

Le Commonwealth ou Commonwealth of Nations (littéralement, la « Communauté des Nations ») est une organisation intergouvernementale composée de 53 États membres qui, pour la plupart, sont d'anciens territoires de l'Empire britannique. Le Commonwealth est une organisation intergouvernementale créée en 1949. Elle est traditionnellement composée d'anciens territoires sous domination britannique

(aujourd'hui pays anglophones). De nos jours, le Commonwealth a considérablement évolué et s'ouvre à tous les pays épris de paix, de liberté et engagés dans la promotion des valeurs de démocratie, des droits de l'homme, de bonne gouvernance et respectueux du principe de non-ingérence. L'organisation a son siège à Londres. Elle est dirigée par Sa Majesté la Reine Elisabeth II d'Angleterre, en sa qualité de chef du Commonwealth.

Projet d'adhésion

Le Togo peaufine ses préparatifs

Le désir du Togo d'adhérer au Commonwealth est au cœur des préoccupations du gouvernement par le biais du professeur Robert Dussey,

le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'Intégration africaine. A cet effet, le ministre Dussey a rencontré en fin février 2017 une



Robert Dussey

mission du Commonwealth à Lomé et a échangé avec elle sur le processus d'adhésion du Togo à l'organisation.

Lors de cet entretien, la délégation du Commonwealth a remercié le gouvernement togolais pour les dispositions prises afin de faciliter le séjour de ses membres et s'est réjoui du souhait du Togo d'adhérer au Commonwealth. Le ministre des Affaires étrangères a, à son tour, au nom du gouvernement, remercié la délégation du Commonwealth pour le travail abattu à l'occasion de cette étape préliminaire du processus.

Les atouts du Togo

Le ministre Robert Dussey s'est récemment prononcé sur le processus d'adhésion du Togo au Commonwealth et s'est déclaré optimiste. Dans une entrevue accordée à nos confrères de Savoir News, il a révélé que le processus d'évaluation se fait en quatre étapes. La visite effectuée en juin 2017 par la mission du Commonwealth au Togo était le deuxième du

genre. Pour les deux premières missions effectuées, le ministre a déclaré que les experts ont rencontré plusieurs acteurs et institutions de la République et que tout s'était bien passé.

Il n'a pas manqué de relever que le Togo est un pays politiquement stable, où il y a la paix et la démocratie. Le chef de la diplomatie a précisé que le pays dispose d'institutions politiques, économiques et sociales assez dynamiques, capables de jouer un rôle de régulation en termes de transparence et d'équité à l'égard des citoyens.

Sur les plans linguistique et culturel, il a relevé que le Togo jouit d'une « forte tradition anglaise, étant donné que l'anglais est la seconde langue étrangère étudiée dans le système éducatif togolais, mais aussi dans les échanges. Il faut savoir que le modèle anglo-saxon est très bien apprécié par les populations et le Togo a de fortes relations avec les pays anglophones de la région, surtout avec le Ghana (pays voisin) et le Nigeria ».

Avis de l'opposition ANC

Le projet d'adhésion du Togo au Commonwealth n'emballe pas encore l'opposition du moins une partie. Les responsables du parti Alliance nationale pour le changement (ANC) qui avaient rencontré la mission du Commonwealth l'année dernière, restent indifférents par rapport au projet d'adhésion du Togo. Le parti a fait part de sa position à la délégation de l'organisation qui avait séjourné dans le pays. Pour les experts du Commonwealth, le but de leur déplacement était de rencontrer les officiels, les partis politiques ainsi que les organisations de la société civile en vue d'évaluer la possibilité pour le Togo d'intégrer cette communauté d'Etats.

Les enjeux pour l'adhésion du Togo



Fanion des Jeux du Commonwealth

Depuis 2014, le Togo souhaite intégrer le Commonwealth. Cela en raison de la bonne santé économique attirante des membres de l'organisation. Le Togo, un Etat francophone, à la suite du Rwanda espère donc rejoindre la communauté anglophone Commonwealth. Les enjeux pour le Togo d'adhérer au Commonwealth sont d'ordre

diplomatique, économique, socioculturel mais aussi d'échange culturel.

Plan diplomatique

L'adhésion du Togo au Commonwealth va lui Permettre d'intégrer une grande famille de 52 Etats amis et alliés. Le Togo aura la possibilité d'élargir le champ de ses rapports

étatiques et de diversifier davantage ses relations d'amitié et de coopération, en se faisant de nouveaux amis et en se rapprochant un peu plus de ses vieux amis tels que la Grande-Bretagne, l'Australie, la Nouvelle Zélande, etc.

Par ailleurs, le Togo se situe dans un espace géopolitique (espace Cedeao) où il coexiste avec 05 pays anglophones, membres du Commonwealth. Son adhésion à cette institution renforcera assurément la coopération avec ces derniers.

Selon le ministre togolais des Affaires étrangères, Robert Dussey, cette adhésion vise surtout à diversifier ses partenaires économiques tout en enrichissant l'influence diplomatique du pays au-delà de l'espace francophone surtout que le pays entretient d'excellentes relations avec certains pays membres de l'organisation qui a vu le jour en 1949. Forte d'une cinquantaine de membres, le Commonwealth est un gigantesque marché de plus de deux milliards de consommateurs. « Ce sera également l'occasion pour le Togo de côtoyer la vision et la perception britanniques de la politique internationale, une autre culture forcément enrichissante des enjeux internationaux », a expliqué le chef de la diplomatie togolaise.

Plans économique et commercial

Sur le plan économique, le Commonwealth, à travers le Fonds pour la Coopération technique (CFTC) et l'Association des pays du Commonwealth, joue un rôle important dans le progrès économique et social de ses membres, en agissant sur leur rythme de croissance économique.

En ce qui concerne l'aspect commercial, le Commonwealth

constitue un vaste marché extérieur (plus de 2 milliards de consommateurs) pour les exportations des produits nationaux togolais. Pour ce qui est de la démarche du Togo, à en croire certaines sources diplomatiques à Lomé, il faut que le pays se rapproche du bloc anglophone. Pour les tenants de cette version, l'influence de l'anglais dans le monde, notamment dans le monde des affaires, constitue aussi un autre argument stratégique qui peut étayer la thèse des autorités.

Opportunité de voyage, d'études et de travail

L'adhésion au Commonwealth, sur le plan socioculturel, serait également l'occasion d'un brassage culturel nouveau pour les Togolais. Un éventail de possibilités nouvelles qui s'offrirait aux Togolais en termes de voyage, d'études et de travail. Le Togo est un pays où la langue anglaise est enseignée depuis le premier cycle du secondaire jusqu'à l'université ; d'où un engouement des populations pour la langue et la culture anglaises. En outre, face à l'expansion galopante de l'anglais dans le monde, le Commonwealth serait un tremplin pour le Togo de tirer un réel profit à travers de nouveaux canaux d'échanges.

Au-delà des enjeux diplomatique, économique et commercial, c'est aussi un pari sur l'avenir car l'examen de la candidature du Togo va se traduire par une analyse du processus démocratique en cours dans le pays. La mise en œuvre de la feuille de route qui a été proposée par la Cedeao aux Togolais va aussi certainement influencer la suite qui sera réservée à la demande d'adhésion du Togo au Commonwealth.

TogoMatin

ACHETEZ & LISEZ désormais



SUR

MONKIOSK.com

OU

sur le portail

Lome.com

www.monkiosk.com

www.alome.com

Pharmacies de garde de Lomé du 27 / 8 / au 03 / 9 / 2018

3e ARRONDISSEMENT, Bd.13Janv.	22 21 52 27
HANOUCOPE, Av.Nvl marche	22 21 01 15
BEL AIR, Près de Palm Beach	22 21 03 21
DEO GRATIAS, Kotokou-Kondji	22 21 83 31
BIOVA, Bd. Houphet Boigny	22 34 50 93
ADJOLOLO, Rue F. j. STRAUSS	22 21 05 13
MAIRIE Face Mairie	22 21 26 39
St KISITO Bd. de la Kara	22 21 99 63
SOURCE DE VIE Protestant	22 22 45 71
St PAUL Bd. Jean Paul II	22 22 46 72
FOREVER Tokoin Forever	22 26 11 77
HEDZRAWAWÉ Hédranawé	22 26 49 61
NOTRE DAME Hedzranawoe	96 32 97 51
KOUESSAN Kegué	23 20 04 57
PHARMACIE 2000 BE KPOTA	22 70 01 69
CHRIST ROI Kagomé	22 27 46 66
ELI-BERECA Adidogomé,	22 51 22 82
LA REFERENCE Adidogomé	22 51 12 12
BONTE SEGBE	93 95 80 78
DJIDJOLE DJIDJOLE	22 25 65 12
Notre Dame de LOURDES Agoè	224401 01
CONFIANCE Face GTA	22 42 43 81
LUMIERE Agbalepédogan	70 43 15 49
OSSAN Carrefour AVEDJI	70 40 44 25
DES ROSES Vakpossito	70 42 37 72
LA GRÂCE Agoè	22 25 91 65
MAINA Agoè Assiyéyé,	22 33 65 34
DIVINA GRACIA Agoè-Fiovi	93 83 91 00
ABRAHAM Agoè-Logopé	22 50 10 00
TAKOE Agoè Zongo	22 34 03 42
LE DESTIN Baguida	70 41 15 41
La FLAMME D'AMOUR Agodeke	70 45 70 14

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
EMSTOGO (Tél: 22 26 70 51)
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
 Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30
 AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 79 19
 BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
 GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60
 GYM FILLO»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28
 GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

Larry Event Day (LED)
 Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
 Communication, Location d'espaces
 Conseils, Wedding Planner et Décoration
 Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers
AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB
RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
LE CHAMPION SUPER MARCHÉ
 (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA
 (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscais), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 79 19
COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC.
 Tél : 90 79 79 90
COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
COURS DE ZOOMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87
SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
 Tél : 22 40 04 99

Blagues du jour

Ma voisine commissaire a emmené sa fille de 16 ans à l'hôpital pour un test de grossesse.
 Moi je voyage d'abord..., parce que la fille la ment trop dans le quartier.

L'église reste le meilleur endroit à aller quand une fille te brise le cœur. T'es là dans la foule à pleurer et tout le monde croit que c'est le saint esprit qui agit



Les filles prennent demi journée pour se maquiller le visage, mais arrivées au dehors, les garçons regardent les fesses en premier. Dorénavant choisissez bien où il faut maquiller.

Il y'a un message que garçons peut comprendre très vite mais il lit ça 100 fois avant de le comprendre: « Bb je ne vois pas mes règles»

Si ton mari se fâche et mets tes bagages dehors, toi aussi mets ses bagages dehors. S'il demande dit lui que tu pensais que vous déménager

Blagues du jour

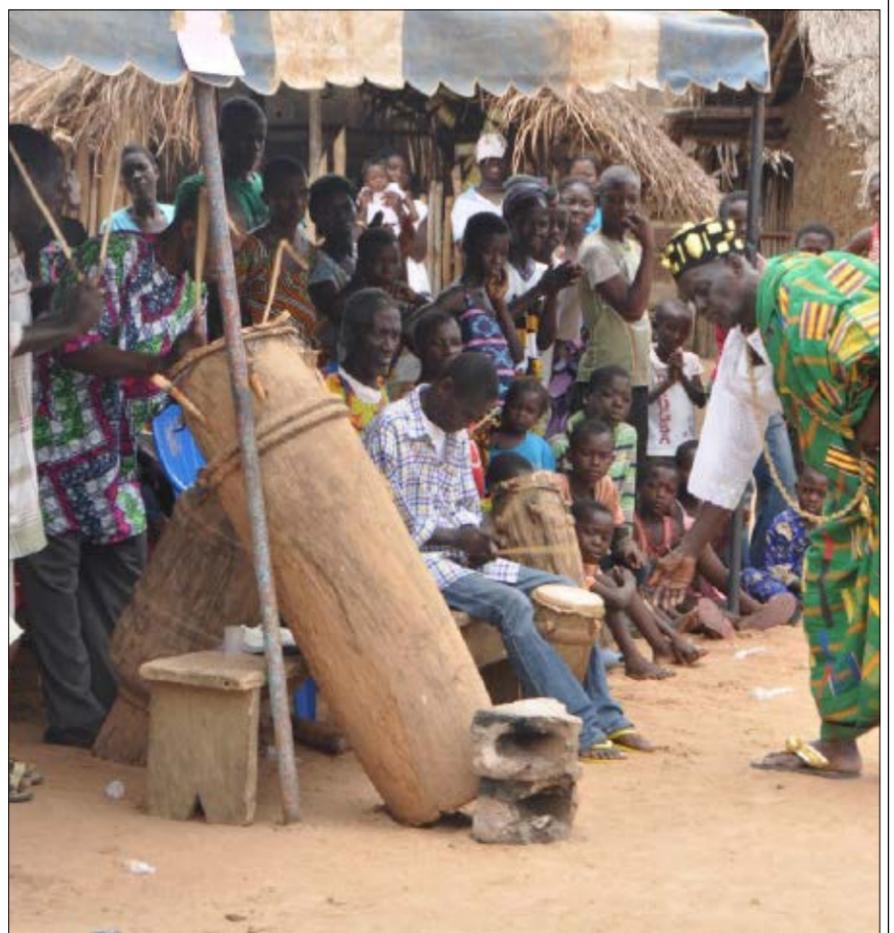
Si tu veux obtenir ce que tu n'as jamais eu, commence à faire ce que tu n'as jamais fait, car la volonté appelle l'action et l'action produit le résultat. Souviens -toi de ceci : quand l'avancée est dure, seuls les durs avancent et quand l'intelligence épouse la chance, elles donnent la naissance à la réussite.
 Le retard n'empêche pas le bonheur. Croyez en vous et ayez foi en Dieu.

Traduction

Avez-vous un texte, un document, un diplôme à traduire?
 Plus de soucis, contactez:
Africa Translate Consulting.
 Tél: (+228) 90 30 26 94 / (+228) 22 44 89 43
 E-mail: dhoglonou@africatranslate.com



Photo du jour



Légendez cette photo

Littérature

« Afrorismos », un recueil de poème signé Lara Ripoll

« Afrorismos » est un recueil de proverbes africains destiné à une petite formation entre l'élève et l'enseignant pour l'étude de l'histoire, de la géographie et de la culture africaine. « Afrorismos » est une œuvre de Lara Ripoll, journaliste espagnol. La journaliste et écrivaine a réalisé un recueil de 70 proverbes illustrés et expliqués. Selon une interview accordée à nos confrères de Lefaso.net, le souhait de Lara est que ce document soit enseigné dans les lycées et collèges.

D'après Lara Ripoll, le titre « Afrorismos » est un jeu de mots. Elle a donc combiné le mot « Afro » qui renvoie à l'Afrique et le mot espagnol « aforismo » qui désigne des dictions.

Ainsi, le livre « Afrorismos » regorge des proverbes typiquement africains. Ce document est édité en français, anglais et espagnol. Ce document « Afrorismos » se veut aussi un outil d'apprentissage des langues à l'instar de

l'anglais et l'espagnol. Les nombreux voyages de Lara Ripoll sur le sol africain les ont motivés à écrire ce livre qui ambitionne d'être un matériel éducatif.

« Cela fait plusieurs années que je travaille sur la culture africaine, les traditions en général. Tout ce qui relève de la tradition, des us et coutumes et de la culture m'intéresse. J'ai effectué plusieurs voyages pour découvrir ces aspects des différents peuples et c'est cela qui m'a motivée à

écrire ce livre », a précisé Lara Ripoll.

D'après les propos de Lara Ripoll, pour le moment, la promotion du livre n'est pas encore passée par une voie officielle. « Je contacte directement les écoles, j'en parle avec les directeurs et ces derniers désignent un maître qui pourra l'enseigner aux enfants. Dès qu'une école accepte de les utiliser comme matériel didactique, je leur donne des exemplaires gratuitement afin qu'ils



Lara Ripoll

les utilisent pour le bien des enfants », a affirmé l'écrivaine.

Le livre « Afrorismos » a été distribué dans certaines écoles au Burkina-Faso,

et au nord du Togo. Lara Ripoll prévoit de conquérir bientôt la Côte d'Ivoire avec son recueil de proverbes africains.

Nadia Edodji

Mission Tové

La riziculture se fête désormais au Togo

Les filles et fils du canton Mission de Tové, localité située dans la préfecture de Zio, ont célébré, le week-end dernier, la première édition de la fête traditionnelle dénommée « MŌlu Zā » (fête de la riziculture).

«Cohabitation pacifique et valorisation du patrimoine culturel pour un développement durable», tel est le thème autour duquel les populations du canton Mission de Tové ont fêté la riziculture. Selon le comité d'organisation, la fête « MŌlu Zā 2018 » se veut un cadre de retrouvailles, d'échanges et de partages entre les fils et filles du canton de Mission Tové.

Ainsi, il s'agit de jubiler la récolte et promouvoir, par la même occasion, l'unité, la paix et le vivre ensemble dans le canton de Mission Tové et ses environs. Par ailleurs, les festivités de cette célébration se sont

déroulées en présence des autorités et cadres du milieu à l'instar de l'ancien ministre Sanvi De Tové, du Commissaire général de l'Officetogolais des recettes (OTR), Adedzé Kodjo, des représentants du ministre de la Communication, de la Culture, et des Sports et du préfet de Zio ainsi que du chef canton de Mission Tové, Togbui Mawulom D. KPELLE III.

Cet évènement culturel, première du genre a pour objectif de réunir les filles et fils de Mission de Tové autour des valeurs culturelles, historiques et économiques de ladite localité. Pour

les responsables du canton, ce rendez-vous a permis également de commémorer l'arrivée des premiers missionnaires riziculteurs au Togo et plus particulièrement dans cette localité située dans la vallée du fleuve Zio et qui, d'après eux, est devenue le fief de la production de riz local, parfumé de nature.

«La culture du riz irrigué a commencé ici depuis 1965 au moment où les autorités togolaises ont sollicité les experts chinois pour augmenter la production nationale. Quand ils ont prospecté les différents endroits au Togo, c'est Mission Tové notamment,



Le Comité d'organisation

la vallée du Zio qui a été choisie. Bien-sûr qu'il y a d'autres endroits propices pour la culture de riz mais ce qui a poussé les Chinois à mettre le cap sur Mission Tové est dû au fait que, les paysans, eux-mêmes cultivaient du riz local autour de la rivière. Aujourd'hui, pour des raisons historiques et socio-économiques, les jeunes du canton ont

décidé d'initier cette fête qui va désormais devenir notre fête traditionnelle. Ceux qui cultivent le riz améliorent leurs revenus, parce que la riziculture est rentable », a précisé le professeur Mawuena D. GUMEDZOE, président du Comité d'organisation. La deuxième édition de « MŌlu Zā » est prévue en août 2019.

Nadia E.

Lire

« L'Étranger » d'Albert Camus. Ed Gallimard. 1947 Pp 80-81

« ...Le fond de sa pensée, si j'ai bien compris, c'est que j'avais prémédité mon crime. Du moins, il a essayé de le démontrer. Comme il le disait lui-même : « J'en ferai la preuve, Messieurs, et je la ferai doublement. Sous l'aveuglante clarté des faits d'abord et ensuite dans l'éclairage sombre que me fournira la psychologie de cette âme

criminelle. » Il a résumé les faits à partir de la mort de maman. Il a rappelé mon insensibilité, l'ignorance où j'étais de l'âge de maman, mon bain du lendemain, avec une femme, le cinéma, Fernandel et enfin la rentrée avec Marie. J'ai mis du temps à le comprendre, à ce moment, parce qu'il disait « sa maîtresse » et pour moi, elle était Marie. Ensuite, il en est venu à l'histoire de Raymond. J'ai trouvé que sa façon de voir les événements ne manquait pas de clarté. Ce qu'il disait était plausible.

J'avais écrit la lettre d'accord avec Raymond pour attirer sa maîtresse et la livrer aux mauvais traitements d'un homme « de moralité douteuse ». J'avais provoqué sur la plage les adversaires de Raymond. Celui-ci avait été blessé. Je lui avais demandé son revolver.

J'étais revenu seul pour m'en servir. J'avais abattu l'Arabe comme je le projetais. J'avais attendu. Et « pour être sûr que la besogne était bien faite », j'avais tiré encore quatre

balles, posément, à coup sûr, d'une façon réfléchie en quelque sorte.

« Et voilà, Messieurs, a dit l'avocat général. J'ai retracé devant vous le fil d'événements qui a conduit cet homme à tuer en pleine connaissance de cause. J'insiste là-dessus, a-t-il dit. Car il ne s'agit pas d'un assassinat ordinaire, d'un acte irréfléchi que vous pourriez estimer atténué par les circonstances. Cet homme, Messieurs, cet homme est intelligent. Vous l'avez entendu, n'est-ce pas ? Il sait répondre. Il

connaît la valeur des mots. Et l'on ne peut pas dire qu'il a agi sans se rendre compte de ce qu'il faisait. » Moi j'écoutais et j'entendais qu'on me jugeait intelligent. Mais je ne comprenais pas bien comment les qualités d'un homme ordinaire pouvaient devenir des charges écrasantes contre un coupable. Du moins, c'était cela qui me frappait et je n'ai plus écouté le procureur Albert Camus, jusqu'au moment où je l'ai entendu dire : « A-t-il seulement exprimé des regrets?... »

Accord de Paris

Un engagement de plus sans effets face aux intérêts économiques ?

Adopté en décembre 2015 par 195 pays lors de la conférence de Paris sur le climat (Cop 21), l'Accord de Paris revêt un caractère historique. C'est le tout premier accord universel sur le climat juridiquement contraignant. Si au départ ce document a fait naître un certain espoir parmi les défenseurs de l'environnement, aujourd'hui c'est plutôt le désenchantement.

L'accord de Paris définit un plan d'action international visant à mettre le monde sur la bonne voie pour éviter un changement climatique dangereux, en maintenant le réchauffement planétaire largement en dessous de 2°C. Il s'agit de l'engagement le plus prometteur pour la préservation de la planète. Mais c'est sans compter avec la propension de chaque entité à préserver ses intérêts et la concurrence sur le plan économique.

A ce jour plusieurs décisions font peser une lourde incertitude sur l'avenir du

processus de réduction des émissions. Trois ans après la Cop 21, l'accord peine à être appliqué. Paradoxalement, ce sont les pays industrialisés, les plus gros pollueurs, qui constituent un frein à son application. « Il y a eu une déclaration d'intention très louable au moment de la Cop 21. Mais dès qu'il s'agit de mettre en œuvre les engagements qui ont été pris, les grands pays ne sont plus au rendez-vous », déplore François Gemenne, spécialiste des questions de géopolitique de l'environnement.

C'est d'abord le président américain Donald Trump

qui en 2017, retire son pays des engagements contractés par son prédécesseur Barack Obama, au nom de son pays en faveur de l'avenir de la planète. Pour M. Trump, un climatosceptique, « cet accord constitue une atteinte à la souveraineté des Etats-Unis et empêcherait les citoyens américains de bénéficier de la prospérité qu'ils pourraient tirer de leurs ressources ». Très récemment, des mesures sont prises pour maintenir en activité des centrales au charbon que Barack Obama avait prévu fermer. Trump



Les participants à la Cop 21

compte ainsi rétablir des emplois et satisfaire ses compatriotes.

Le deuxième plus gros pollueur ayant décidé de banaliser l'accord, il est difficile de demander aux autres de faire des efforts, surtout que l'une des faiblesses de cet accord est le manque de sanctions en cas de non-respect. La Chine, l'Inde, le Japon, l'Australie et d'autres pollueurs importants, ne feront pas mieux. D'ailleurs, l'Australie a annoncé le 20 août dernier qu'elle

renonçait à inscrire dans la loi l'objectif de 26% de réduction d'émissions de gaz à effet de serre qu'elle s'est assigné.

Dans ces conditions, difficile de rester serein quant à la limitation du réchauffement à 1,5 °C. Mais, si la tendance se poursuit, la terre pourrait se transformer en étuve d'ici quelques décennies, selon une étude publiée dans les comptes rendus de l'Académie américaine des sciences.

E.D.

Convention sur l'interdiction des armes chimiques

Garantir la non-prolifération des armes et des produits chimiques toxiques

Ouverte à la signature lors d'une cérémonie qui a eu lieu à Paris le 13 janvier 1993, la Convention sur l'interdiction de la mise au point, la fabrication, le stockage et l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction est entrée en vigueur en avril 1997.

La Convention est négociée avec la participation active de l'industrie chimique du monde entier, garantissant ainsi le concours continu de cette dernière au régime de vérification de l'industrie établi par la Convention sur les armes chimiques. La Convention prévoit l'inspection des installations de l'industrie afin de garantir que les produits chimiques toxiques servent uniquement à des fins non interdites par la Convention.

Elle permet de vérifier la destruction des armes chimiques à l'échelle mondiale et de garantir la non-prolifération de ces armes et des produits chimiques toxiques entrant

dans leur fabrication. Le texte favorise aussi la coopération internationale entre les Etats parties dans l'utilisation pacifique de la chimie et prévoit une assistance et une protection destinée aux Etats parties menacés ou attaqués par des armes chimiques.

Au Togo, l'Autorité nationale pour l'interdiction des armes chimiques au Togo (Aniac-Togo) sensibilise les populations sur la menace permanente des produits chimiques. Elle interpelle au bon sens du bien commun, l'usage responsable des produits chimiques tel que le recommande la Convention sur l'interdiction des armes chimiques.

Edem D.

Usage du Glyphosate

La polémique se poursuit au niveau international

Malgré la condamnation de la firme américaine Monsanto, productrice du glyphosate, un puissant herbicide par un tribunal en faveur d'un jardinier de 46 ans atteint de cancer suite à son utilisation, le monde entier ne s'accorde pas toujours sur la dangerosité ou non du produit.

La firme Monsanto a toujours fermement rejeté le fait que son herbicide de la marque Roundup ait un lien avec le cancer. Même les scientifiques sont assez divisés sur le sujet. Le glyphosate a toujours fait l'objet d'études scientifiques contradictoires quant à son caractère cancérigène. Ce produit est classé « cancérigène probable » depuis 2015 par le Centre international de recherche sur le cancer. Là encore on note une certaine ambiguïté.

L'Agence européenne des produits chimiques (Echa) a déclaré l'année dernière qu'elle ne classait pas le glyphosate parmi les agents cancérigènes. Des études suggèrent que certains mélanges contenant du glyphosate et d'autres molécules chimiques sont génotoxiques alors que d'autres études qui analysent uniquement la molécule active de



Une des marques du glyphosate

glyphosate n'indiquent pas d'effet délétère sur la santé humaine.

Toutefois la condamnation récente est un signe qui ne trompe. De plus, des intérêts économiques sont en jeu. Par exemple la décision de l'Echa a été remise en cause par plusieurs ONG. Des conflits d'intérêts sont dénoncés. La prudence doit donc être de règle. Heureusement qu'au Togo, ce poison est interdit. Chez le voisin béninois, le ministre de l'Agriculture déclare qu'

« il n'y a rien à craindre concernant le glyphosate ». Cela se comprend, puisque le pays a importé une quantité importante de ce produit qu'il a mis à la disposition de la population. Suite à la condamnation aux USA et face à la polémique qui a suivi, on tente de se dédouaner. Mais les intérêts économiques doivent arrêter de faire la guerre à l'écologie et à l'avenir de la planète. L'économie et l'écologie son conciliables.

Edem Dadzie

Course « Hippique la Marina »

Les courses de chevaux sur la plage de Lomé

La plage « Marina » de Lomé a servi de décor pour la première édition de la « Course Hippique la Marina », qui s'est tenue, hier à Lomé. Cette initiative se veut un cadre de divertissement pour le public togolais. En effet, l'idée est de motiver les jeunes passionnés de la course aux chevaux à donner le meilleur d'eux-mêmes.



Photo de famille des participants

Ils étaient dix-sept cavaliers au total à concourir devant une immense foule, venue de part et d'autre prendre l'air frais de la plage. L'occasion faisant le larron, ces hommes,

femmes et enfants n'ont pas hésité à venir soutenir les cavaliers à travers des ovations nourries.

Ce premier acte de la course « Hippique la Marina » a sacré six cavaliers. Ils sont repartis avec de nombreux prix, notamment des tricots, des tapis de chevaux, de somme d'argent.

Le gagnant de la « Hippique la Marina » 2018 est M. Etienne Akona. Et le 2ème de la compétition est M. Koudousse Alkarkpei. « Je suis très fier. Je ne m'attendais pas être le gagnant ce soir. J'exprime ma gratitude à Dieu et au comité d'organisation

de l'évènement », s'est enthousiasmé, Etienne Akona.

Pour Michaël Kazadi, l'organisateur de l'évènement, il s'agit de rassembler le public togolais autour d'un divertissement salvateur. « Nous avons pensé à quelque chose qui va divertir le public de Lomé. Etant donné que la plage n'est pas très exploitée, nous avons décidé d'y organiser cette 1ère édition. Le but est de rendre une activité commerciale, notamment la vente d'espace publicitaire comme dans tout évènement sportif

à l'instar des matchs de football, économiquement bénéfiques et salvateurs du point de vue divertissement du public de Lomé », a précisé M. Michaël Kazadi.

Par ailleurs, des jeux de tombola, de la compétition de danse, de la roue de la chance ont meublé cette première édition de la course « Hippique la Marina ».

Les courses « Hippiques la Marina » sont un rendez-vous mensuel mais elles tiennent à devenir un évènement hebdomadaire au cours duquel le public pourra parier sur la course des chevaux. « Hippiques la Marina » est en partenariat avec la Fédération togolaise des sports de la culture et d'équestre et la maison « Tecno ».

Nadia Edodji

Université de Lomé

Frais d'étude de dossier et calendrier académique 2018-2019

Les étudiants qui préparent leur dossier de candidatures pour inscription aux différents grades à l'Université de Lomé (UL) sont désormais fixés sur les frais à déboursier. Par la même occasion, le calendrier de l'année académique 2018-2019 est aussi rendu public.

Une note de service N° 038/UL/P/SG/2018 en date du 23 août 2018 a été adressée par le professeur Dodzi Kokoroko, le président de l'UL aux directeurs/doyens des facultés, écoles et instituts donne des détails sur la décision.

Les frais d'étude des dossiers de candidatures pour l'inscription en Licence professionnelle, Master, Doctorat et pour le Diplôme d'Études Spécialisées (D.E.S) dans les écoles, facultés et instituts de l'Université de Lomé sont désormais harmonisés :

- Licence : 10 000 F

- CFA ;
- Master : 15 000 F
- CFA ;
- Doctorat : 20 000 F
- CFA ;
- D.E.S : 25 000 F
- CFA.

Les frais doivent être payés exclusivement à la Banque togolaise pour le commerce et l'industrie (BTCI) sur le compte UNIVERSITÉ DE LOMÉ 37024 01030 0059016002071. Ils concernent les facultés, écoles et instituts de l'Université de Lomé dont l'admission est assujettie à un dépôt suivi d'étude de dossier de candidature.

Les doyens de faculté,

directrices/ directeurs des Ecoles et Instituts et Centres de formation de l'Université de Lomé sont priés de veiller scrupuleusement au respect de la note de service portant sur les frais d'étude de dossier de candidature.

Une autre note de service N° 036/UL/P/SG/2018 planifie le calendrier de l'année académique 2018-2019 comme suit :

Préinscription en ligne des grades L et M: 03



Prof. Dodzi Kokoroko, le pdt de l'UL

octobre 2018	17 au 19 octobre 2018
Semaine pédagogique :	Inscriptions définitives
08 au 13 octobre 2018	tous grades : 16
Journées scientifiques	octobre au 30 novembre
internationales de Lomé :	2018
08 au 13 octobre 2018	
Rentrée doctorale :	

C.A

africa

www.africardv.com

L'Afrique, par des Africains, dans une perspective africaine

TOUS À L'ÉCOLE

le prêt pour payer l'école de vos enfants



100% remboursable
la semaine
de vos enfants

www.bankofafrica.com



BANK OF AFRICA

STANBANK BANK

